

SEMPER FIDELIS - ESSE ET STARE

Bernard Lugan : « Nous avons commis une grande erreur politique »

26 novembre 2019

Treize soldats français sont morts dans le crash de deux hélicoptères dans l'Est du Mali, lors d'opérations de combat. L'occasion de revenir sur l'opération Barkhane au Sahel et sur les autres points de frictions en Afrique avec Bernard Lugan.

Une quarantaine de soldats français sont décédés depuis le début de l'intervention de l'armée française au Mali en 2013. Si l'opération Serval est une réussite militaire, elle cache un échec cuisant sur le terrain politique et enlise la zone dans une situation de conflit dans laquelle il paraît de plus en plus difficile de s'en déprendre.

Dans son dernier livre, Les guerres du Sahel, Bernard Lugan revient sur les tensions qui ont bouleversé la géographie locale et sur les raisons d'une guerre quasi permanente depuis la décolonisation dans les années 1960.

Est-ce qu'on pourrait un jour arriver à pacifier cette zone ?

Bernard Lugan : Certainement pas ! C'est impossible pour une raison très simple, à l'époque coloniale il y avait un immense territoire contrôlé par la France et nous étions les maîtres et nous avions des dizaines de milliers d'hommes de troupe, et nous avions en plus des implantations locales avec des unités qui connaissaient parfaitement la région. Aujourd'hui, nous avons 4.500 hommes, c'est-à-dire rien, sur une superficie qui s'étend à peu près, pour comparer, de la Bretagne à Moscou. Ils n'ont pas une autonomie d'action puisque nous sommes dans le cadre de pays indépendants. [...] Nous n'avons pas les mêmes objectifs que les gouvernements en place.

Par exemple au Mali, nous combattons les djihadistes. Or pour les autorités maliennes, le danger principal ce ne sont pas les djihadistes, ce sont les séparatistes Touaregs. Ce sont ceux qui nous ont aidé à lutter contre les islamistes. Quel est l'objectif ? Le but politique ? Nous n'en avons pas. Nous ne savons pas contre qui nous luttons. [...] Nous avons un ennemi invisible dans un cadre d'État africains qui n'existe plus, une armée qui n'existe plus.

Selon vous, nous sommes donc dans une situation sans issue ?

Tout est partie du Nord du Mali avec le soulèvement des Touaregs, qui n'avaient rien d'islamistes. Les Touaregs, se soulèvent depuis 1963 car ils n'ont pas accepté d'être dans des États dominés par les populations noires et sédentaires du sud, qui étaient des populations que les Touareg razziaient avant la colonisation. Et comme ils sont 3 ou 4%, avec la démocratie, ils sont forcément sous l'autorité de ceux qui gagnent les élections. [...] Nous sommes intervenus. Et là, nous avons commis une grande erreur politique.

Comment aurait-on dû s'y prendre ?

L'opération Serval est une réussite militaire mais c'est un échec politique total. Pourquoi ? parce que nous sommes allés reconquérir le nord du Mali pour le compte des autorités de Bamako sans demander en échange à Bamako de prendre des mesures de réformes constitutionnelles pour essayer d'intégrer les Touaregs dans la vie politique locale. [...] Parce que si nous repartons à la conquête du nord pour rétablir la situation antérieure, les guerres vont être permanentes car les Touaregs n'accepteront jamais de devenir les esclaves de ceux qu'ils razziaient auparavant. Il fallait résoudre ce problème, nous ne l'avons pas fait.

Quelle tournure a pris ce conflit depuis la fin de l'opération Serval ?

Les islamistes qui étaient dans le nord ont essayé d'ouvrir un nouveau front, dans le centre du Mali, au sud du fleuve Niger en s'appuyant sur des populations, les Peuls, qui étaient également des populations prédatrices avant la colonisation. Ils razziaient les autres agriculteurs sédentaires noirs du sud du fleuve. Le combat se déplace vers le sud, et petit à petit, la contagion se fait. Aujourd'hui le Niger, le Burkina Faso et les tentacules s'étendent avec en plus un autre front qui existe vers le lac Tchad au nord du Nigeria avec Boko Haram.

La France a-t-elle toujours intérêt à rester sur cette zone ?

C'est un problème politique qui me dépasse. Moi je suis un homme de terrain qui analyse la situation, je dis voilà la difficulté, les solutions ou l'absence de solutions. Moi je ne sais pas quel est l'intérêt géopolitique régional. Ce que je peux dire c'est que l'affaire est mal engagée.

Propos recueillis par Étienne Lafage.